

## Discours de Jörg Haider devant le Conseil national (Vienne, 2 mars 1994)

**Source:** 80 Jahre Republik Österreich, 1918-1938 und 1945-1998 in Tondokumenten / Jörg Haider.- Wien: ORF/Radio Österreich 1 [Prod.], 02.03.1994. ORF/Radio Österreich 1, Wien. - SON (01:56, Fotomontage, Originalton).

ORF/Radio Österreich 1, Argentinierstraße 30a, A-1040 Wien.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/discours\\_de\\_jorg\\_haider\\_devant\\_le\\_conseil\\_national\\_vienn\\_e\\_2\\_mars\\_1994-fr-da99bb65-d58f-4a6b-95dc-377077be0fbb.html](http://www.cvce.eu/obj/discours_de_jorg_haider_devant_le_conseil_national_vienn_e_2_mars_1994-fr-da99bb65-d58f-4a6b-95dc-377077be0fbb.html)



**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016

## Discours de Jörg Haider devant le Conseil national (Vienne, 2 mars 1994)

[Jörg Haider] Les marchés autrichiens vont connaître des revers considérables, là où jusqu'à présent les entreprises autrichiennes ont réussi avec la main-d'œuvre autrichienne. Ces marchés vont connaître des revers considérables auxquels nous ne serons pas en mesure de faire face par l'acquisition de parts de marché à l'extérieur, faute d'une structure en fonds propres adéquate et d'une préparation suffisante de l'économie autrichienne à cette concurrence accrue.

Des problèmes vont se poser au regard du financement de la charge contributive nette de 17 milliards dont nous devons assurer le financement, alors que tout le monde sait bien qu'à l'heure actuelle notre gouvernement vit déjà à crédit, et se voit par exemple contraint de souscrire des crédits en soutien au budget social et qu'il n'est même plus en mesure de financer les prestations sociales normales sur la base des droits d'affiliation et des cotisations.

Des problèmes vont en outre se poser en matière de transit, quel que soit le jugement que l'on porte à l'accord sur le transit, après l'expiration de la période transitoire, ou encore sous l'effet de la décision suisse, car en réalité l'Autriche va devenir le pays de transit idéal pour l'ensemble du transit européen, car nous supportons déjà aujourd'hui 40 % du transit de contournement, qui devrait en principe passer par la Suisse, mais prend à la place les itinéraires transalpins autrichiens. La population a aussi le droit de le savoir.

La population a le droit de savoir qu'après une période transitoire de quelques années, s'agissant du coût de la vie, il ne faut pas seulement s'attendre à une baisse des prix des aliments, mais aussi, entre autres, à une hausse des prix des loyers, des communications téléphoniques et dans bien d'autres domaines encore.

Et la population autrichienne a aussi le droit de savoir qu'après une période transitoire, il y a peu de chances que l'on parvienne à une solution plus acceptable pour la sûreté de notre pays en supprimant les frontières, car nous sommes dans le flou le plus complet quant à la manière dont on entend appréhender à l'avenir le problème de l'immigration et le problème de la lutte contre le crime organisé dans le cadre de l'Union européenne.